



Commune  
de  
Maussane-les-Alpilles

# DÉCISION 2022/004

AR Prefecture

013-211300587-20220204-2022004-AR  
Reçu le 16/02/2022  
Publié le 16/02/2022

## RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNE A LA FEDERATION FRANCAISE DES VILLES ET DES CONSEILS DES SAGES (FVCS).

LE MAIRE DE MAUSSANE-LES-ALPILLES

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil Municipal en sa séance du 04 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, alinéa 24 notamment de décider le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre et dont le montant ne dépasse pas 300€ ;

**Vu** la délibération n° 2020/09/10/02 du 10 septembre 2020 portant adhésion à la Fédération Française des Villes et des Conseils des Sages (FVCS),

**Considérant** la volonté de la commune de renouveler son adhésion à la Fédération Française des Villes et des Conseils des Sages,

**Vu** l'appel de cotisation 2022 reçu en date du 25 janvier 2022, invitant la commune à renouveler son adhésion,

### - DÉCIDE -

**Article 1<sup>er</sup>** : De renouveler l'adhésion pour l'année 2022 à la Fédération Française des Villes et des Conseils des Sages, pour une cotisation annuelle de 280€.

**Article 2** : La dépense sera imputée au budget général de la commune, article 6281.

**Article 3** : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

**Article 4** : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 5** : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 16/02/2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 04 février 2022

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.